

TUNISIE : FICHE PAYS – AVRIL 2024



Catégorie OCDE (2024) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : - / Caa2 / CCC-

Change : Dinar tunisien (TND) / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -41 % des émissions carbone d'ici 2030

FORCES

- Main d'œuvre qualifiée
- Soutien des bailleurs de fonds
- Accord de libre-échange complet et approfondi avec l'UE
- Production minière

FAIBLESSES

- Secteur du tourisme affecté par les risques sécuritaires
- Risque social important
- Déficit jumeaux
- Inégalités géographiques

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : négative

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Les difficultés de 2023 pourraient se répéter en 2024 et peser sur les perspectives de rebond de l'activité : sécheresse, demande externe faible, inflation élevée (monétisation de la dette publique par la Banque centrale). A moyen terme, les perspectives restent modérées en raison de faiblesses structurelles (inflation, inégalités, risque social, etc.).
- Vulnérabilité des comptes publics : Malgré l'absence d'un accord avec le FMI, les autorités semblent déterminées à éviter un défaut de paiement en 2024, au prix toutefois d'un creusement d'autres déséquilibres macroéconomiques. Le risque souverain reste pour autant très significatif. Le pays ne pourra faire l'économie de réformes budgétaires en 2025 et devra également trouver une issue pour assurer le service de sa dette externe PPG (6,7 % du PIB en moyenne en 2024-2025).
- Vulnérabilité extérieure : La reprise du tourisme et le recul des importations (demande interne affaiblie, restrictions à l'import) favorisent une baisse du déficit courant (-2,6 % du PIB en 2023). En 2024, les pressions devraient s'accroître sur les réserves de change et le dinar. Sécuriser une nouvelle assistance financière des bailleurs de fonds permettrait de diminuer plus que sensiblement les risques de vulnérabilité externe.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Malgré une amélioration notable du secteur depuis 2016 (solvabilité), des fragilités subsistent pour les banques : qualité des actifs, exposition accrue au risque souverain constituent un point de vigilance.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Le pays traverse une crise institutionnelle depuis juillet 2021. L'élection présidentielle se tiendra à l'automne 2024, où le Président actuel est le principal candidat à sa réélection. Le climat politique et social reste tendu, d'autant plus dans un contexte économique peu favorable.
- Climat des affaires : Malgré des réformes (refonte du code des changes en 2024), le climat des affaires reste de qualité moyenne et pèse sur l'attractivité du pays. Le retour du risque sécuritaire (attentat en mai 2023) présente également une menace.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Les risques physique et de transition sont modérés à ce stade, cependant le pays fera probablement face à un obstacle de taille concernant le financement de sa politique de réduction d'émissions carbone à l'horizon 2030.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2018 et 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
1 France	50,7%	1 France	26,0%
2 Italie	12,7%	2 Chine	14,8%
3 Pologne	5,3%	3 Allemagne	9,0%
4 Algérie	4,3%	4 Italie	8,7%
5 Turquie	3,2%	5 Etats-Unis	8,0%

Sources : Trademap

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Machines élec.	25,1%	Combustibles	19,2%
Vêtements bustibles	13,5%	Machines élec.	11,5%
Chimie et plastiques	8,0%	Machinerie méca.	6,7%
Huiles	6,9%	Matières plastiques	6,3%
	5,3%	Céréales	5,6%

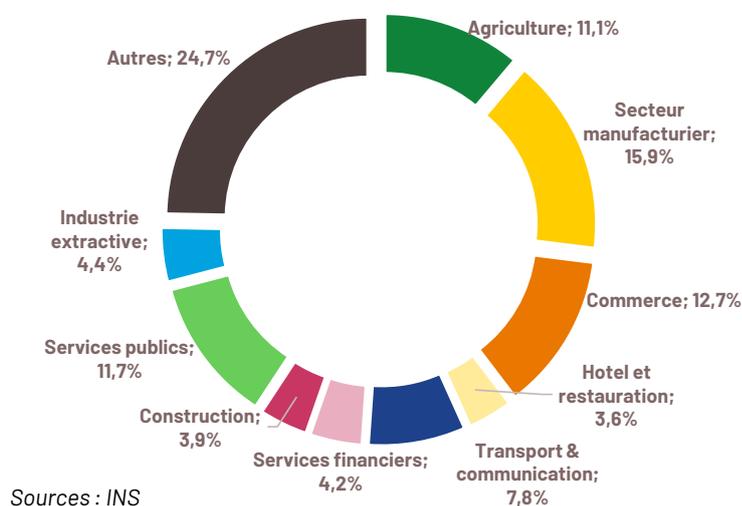
Sources : ITC

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

TUNISIE	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (p)	2025 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	42	43	47	46	51	53	55
Rang PIB mondial	94	93	91	92	90	89	90
Population (Mns)	11,8	11,9	12,0	12,1	12,2	12,3	12,4
Rang Population mondiale	76	76	76	76	76	77	77
PIB / habitant (USD)	3 556	3 574	3 885	3 822	4 191	4 335	4 418
Croissance PIB (%)**	1,6	-8,8	4,4	2,5	0,4	1,3	2,0
Inflation (moyenne annuelle, %)**	6,7	5,6	5,7	8,3	9,4	7,3	NA
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	81,7	78,5	80,2	78,1	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dettes publiques (% PIB)**	67,3	77,6	79,9	79,8	81,4	81,5	80,6
Solde public (% PIB)**	-3,6	-9,0	-7,6	-7,6	-7,5	-7,0	-5,3
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	10,0	12,3	11,0	11,4	11,6	NA	NA
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)**	-7,8%	-5,9%	-6,0%	-8,6%	-2,6%	-2,0%	-2,0%
IDE (% du PIB)****	1,9%	1,4%	1,1%	1,4%	1,3%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)***	4,6	4,5	3,5	3,2	3,8	NA	NA
Dettes extérieures totales (% PIB)*	93%	95%	90%	90%	79%	NA	NA
Dettes extérieures CT (% PIB)*	25%	29%	30%	30%	25%	NA	NA
Taux de change***	2,9	2,8	2,8	3,1	3,1	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés***	13,0	12,9	13,3	14,0	14,6	NA	NA
Taux de NPL***	14,3	13,5	13,1	12,6	NA	NA	NA
ROE***	NA	8,7	9,1	10,8	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	115	113	121	129	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	78	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	85	82	77	78	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	65	67	66	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 10/2021), *Banque Mondiale, **BMI (Fitch Solutions), ***BCT, ****Oxford Economics a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Tunisie : part des secteurs dans le PIB (2022)





1. SITUATION ECONOMIQUE

• Une économie quasi à l'arrêt en 2023

La Tunisie a enregistré un fort ralentissement de son activité en 2023, avec une croissance du PIB de seulement +0,4 % (après +2,5 % en 2022). La Tunisie n'a toujours pas renoué avec son niveau d'activité pré-pandémie.

Ce ralentissement est lié au repli de -11 % de la valeur ajoutée du secteur agricole, dans un contexte de sécheresse. Hors secteur agricole, la croissance de l'activité est restée modérée (+1,6 %), sauf pour le secteur du tourisme qui tire son épingle du jeu (+12,6 %). Le secteur du commerce a même légèrement reculé (-0,4 %). L'inflation élevée (+9,4 % en m.a) et un marché du travail dégradé (taux de chômage de 16,4 %, 41 % chez les jeunes) ont en effet pesé sur le pouvoir d'achat de la population et sur la consommation privée (contribution de -0,2 pt à la croissance du PIB).

Les exportations nettes ont légèrement contribué à la croissance du PIB, en lien avec le recul des importations (cf. Partie 3). L'investissement privé a pâti du resserrement des conditions de financement de 2022 et de l'incertitude entourant les négociations inabouties avec le FMI (cf. Parties 2 et 3).

• L'incertitude pèse sur les perspectives de rebond de l'activité en 2024

Pour 2024, les instituts de prévision tablent sur une croissance du PIB positive mais dont l'ampleur est incertaine, comprise entre +1,1 % et +3 %, avec néanmoins plusieurs risques baissiers à même de remettre en question ces estimations.

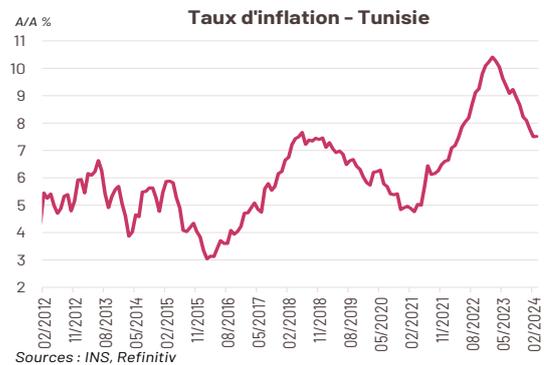
En premier lieu, un nouvel épisode de sécheresse menace les perspectives du secteur agricole. Selon l'Observatoire National de l'Agriculture, la Tunisie accuserait d'un déficit pluviométrique de 60 % en mars par rapport à la moyenne historique, un facteur préjudiciable aux récoltes qui débiteront en mai.

Le deuxième point d'inquiétude concerne l'inflation, qui reste toujours vive début 2024 (cf. graphique ci-contre) malgré le repli. Tout d'abord, la trajectoire baissière des prix alimentaires pourrait être remise en question par les répercussions de la sécheresse sur la production agricole¹. De plus, la Banque centrale (BCT) est désormais amenée à monétiser la dette publique (cf. Partie 2), une politique qui a tendance à générer des pressions inflationnistes² et qui sera probablement accompagnée d'un renforcement des restrictions à l'import pour préserver les réserves de change, ce qui risque d'engendrer des pénuries pour les biens

¹ En outre, les tarifs de l'eau potable ont augmenté de +12 à +16 % en 2024.

² Pour contrer l'inflation, la BCT pourrait augmenter les taux directeurs, maintenus à 8 % en 2023, et/ou tenter de stériliser ses interventions monétaires, ce qui peut toutefois se révéler coûteux pour les réserves de change selon les cas de figure.

concernés et mener à une hausse de leur prix. Dans un tel contexte, en dépit de la hausse des salaires (secteurs publics, textile), la dynamique de rebond de la consommation privée pourrait être altérée.



Troisièmement, des perspectives de croissance faible en zone euro (moins de 1 % en 2024) constituent une menace pour la demande externe. Un facteur non négligeable, étant donné que la Tunisie dépend de la zone euro tant pour ses exportations de biens (textile, industrie mécanique et électronique, huile d'olive), de services (tourisme) que pour les envois de fonds des expatriés³. Ces derniers jouent habituellement un rôle d'amortisseur, tant pour soutenir les revenus des ménages que pour alimenter l'économie en devises.

• Un système bancaire fragile

Les ratios de solvabilité⁴ sont conformes avec l'adoption graduelle des normes IFRS9, toutefois le rythme d'intégration des méthodes de calcul du risque et de provisionnement est relativement lent comparativement aux pairs en Afrique, selon Fitch Ratings.

Une activité économique morose pèse sur la qualité des actifs bancaires, ce qui se traduit par une remontée des prêts non performants (NPL, +7 % en g.a au S1 2023) et assombrit les perspectives de rentabilité du secteur. Par ailleurs, malgré le rebond du secteur du tourisme depuis 2022, la restructuration de certains établissements hôteliers reste un point de vigilance pour le secteur bancaire (ce secteur représente 5,3 % de l'encours des crédits aux entreprises, et 30 % des prêts au secteur correspondent à des NPL en 2022).

La part du secteur public au sens large (gouvernements central et locaux, entreprises publiques) dans le total des actifs du secteur (BCT et banques commerciales)⁵ augmente continuellement et atteint désormais 27,7 % (cf. graphique). Cette exposition accrue au secteur public constitue une source de risque au vu de la dégradation de la notation souveraine (cf. Partie 2) et des difficultés d'entreprises publiques (notamment la STEG, la compagnie nationale d'électricité). Une situation qui

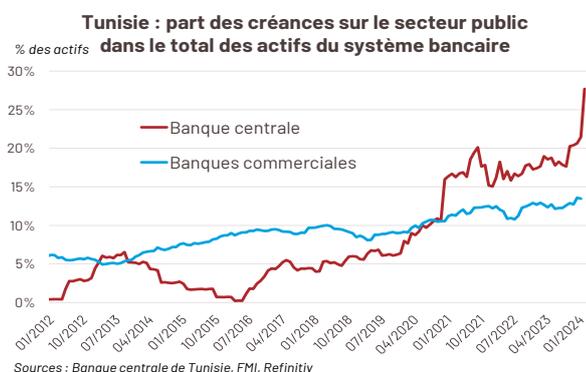
³ La zone euro capte près de 68 % des exportations de biens et représente 35 % des touristes et 75 % des envois de fonds.

⁴ Ratio CAR de 14,6 % et Ratio Core T1 de 11,7 %.

⁵ Cette part augmentera en 2024, en lien avec le mode de financement du déficit par le secteur bancaire domestique.



avait amené à l'agence Moody's à dégrader la notation de 4 banques en 2023 (ATB, BT, BIAT, STB). Cela provoquerait également un effet d'éviction, qui se traduirait par le prolongement du ralentissement du crédit bancaire à destination du secteur privé.



- **Perspectives mitigées à moyen terme**

Les faiblesses structurelles (inégalités, inflation, grèves répétées dans le secteur minier, gouvernance des entreprises publiques, stabilité politique, risque sécuritaire, etc.) viennent largement compenser les atouts du pays (infrastructures relativement de bonne qualité, qualification de la main d'œuvre, ressources en phosphate). Le FMI table sur une croissance moyenne de +2,5 % / an à horizon 2028, certes supérieure à la moyenne de +2 % durant les années 2010-2019, mais qui reste modérée.

Le contexte politique actuel (cf. Partie 4) reste tendu et limitera probablement les marges de manœuvre des autorités tunisiennes pour implémenter des réformes. Au-delà du sujet épineux de la levée des subventions, une nouvelle loi sur les entreprises publiques (fortement endettées) est au cœur d'après négociations avec le principal syndicat, l'UGTT. Malgré ce climat tendu, les autorités affichent leur volonté d'améliorer le climat des affaires (processus de digitalisation des démarches administratives, Start Up Act, nouveau code des changes⁶) et de stimuler les investissements directs de l'étranger (IDE)⁷. Les autorités ciblent plusieurs secteurs potentiellement attractifs pour les IDE : TIC, pharmacie, automobile, aéronautique et ENR.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Forte hausse de l'endettement**

La crise du Covid-19 puis le conflit en Ukraine ont provoqué un fort creusement du déficit public (cf. tableau en page 2). La Tunisie avait néanmoins déjà accumulé d'importants déficits sur la période 2012-2018 (-5,1 % du

⁶ Ce nouveau code faciliterait les opérations d'IDE et libéraliserait certaines opérations en devises avec l'étranger.

⁷ Les IDE ont augmenté de +7,7 % en 2023, tirés par l'industrie et l'agriculture, mais restent inférieures de -4 % à 2019.

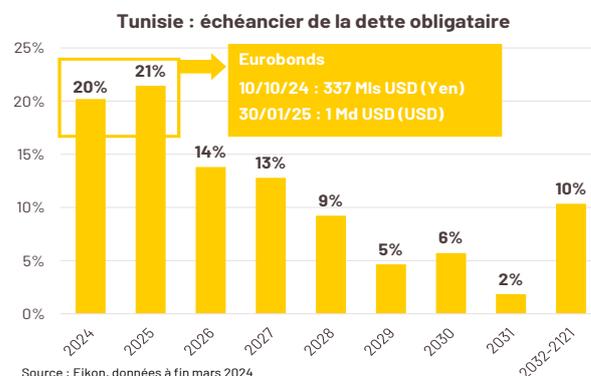
⁸ Respectivement en 2023 : 14,3 % du PIB, +4 pts par rapport à 2010 et 8,1 % du PIB, +4,5 pts.

PIB en moyenne), sous le poids de la hausse dépenses liées à la masse salariale publique et aux subventions⁸.

Depuis la révolution de Jasmin (déc.2010-janv. 2011), la dette publique est passée de 39 % du PIB en 2010 à 81 % en 2023. La dette extérieure PPG⁹ est détenue à 77 % par des créanciers officiels, soit une dette à des conditions plus favorables en moyenne (taux faibles notamment). La part en devises de la dette publique est de 64 % et expose la Tunisie à une augmentation du service de sa dette quand le dinar se déprécie. Le risque de refinancement est élevé (cf. partie suivante).

- **Eviter le défaut de paiement, sans accord FMI**

Entre 2016 et 2020, la Tunisie était sous-programme FMI, une période durant laquelle la Tunisie est parvenue à réduire son déficit public mais où les tranches de prêts ont été successivement retardées ou partiellement décaissées¹⁰. Depuis, les négociations avec le FMI n'ont pas abouti pour lancer un nouveau programme de réformes. L'absence d'accord prive le pays d'une assistance financière du FMI mais aussi d'autres créanciers, comme l'Union Européenne, qui conditionne leurs financements à la signature préalable d'un accord avec le FMI. Il semble peu probable qu'un accord soit trouvé avant les élections présidentielles à l'automne 2024 (cf. Partie 4), au vu de l'impopularité des réformes préconisées par le FMI. La consolidation des finances publiques apparaît cependant comme incontournable à partir de 2025.



Dans ce cadre, le Parlement a adopté une loi début 2024 afin que la BCT finance directement le déficit, à hauteur de 7 Mds TND. Cette solution, au risque de creuser des déséquilibres (cf. Partie 1), semble inévitable pour combler les besoins de financement domestique, prévus à 11,6 Mds TND dans le Budget 2024 mais probablement sous-estimés¹¹, en lien avec une cible de déficit public de près de -7 % du PIB. Toutefois, le scénario d'un défaut de paiement semble écarté, les autorités étant déterminées à honorer leurs

⁹ Dette publique et garantie par le public.

¹⁰ En raison des difficultés à mener des réformes d'austérité dans un contexte social dégradé.

¹¹ Ces besoins seront réhaussés, car il semble peu probable que les besoins externes (16,4 Mds TND) soient comblés.



engagements¹² (prochaines échéances octobre 2024 et janvier 2025, cf. graphique ci-dessus). Le renouvellement de l'assistance de pays alliés (Arabie Saoudite, E.A.U) sera probablement nécessaire pour assumer le service la dette externe PPG (7,4 % du PIB en 2024 selon la Banque Mondiale).

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Redressement du solde courant**

La Tunisie a un déficit courant structurel. En 2023, le net redressement de l'excédent de la balance des services, combiné à la contraction des importations (liée au recul de la demande interne et au recul de -13 % de la facture énergétique du pays) a mené à une réduction du déficit courant (-2,6 % du PIB selon BMI, après -8,6 % en 2022). Le renforcement probable des restrictions à l'import pour préserver les réserves de change permettrait de contenir le déficit commercial, ce qui éviterait un potentiel creusement du déficit courant en 2024.

- **Des réserves sous tension**

En l'absence d'accord avec le FMI (cf. Partie 2), les réserves de change ont tenu, grâce au soutien inattendu de 1,3 Md USD au S2 2023 (Arabie Saoudite, Algérie, Afrexim Bank), pour atteindre 3,8 mois d'importations. Elles devraient diminuer en 2024, étant donné que les autorités vont puiser dedans pour éviter un défaut de paiement (cf. Partie 2). Par ailleurs, les tensions observées sur le dinar (-2,7 % en m.a face à l'euro en 2023, -1,7 % en g.a au T1 2024) pourraient s'accroître en 2024, en raison d'une inflation élevée et de la perte d'indépendance de la BCT (cf. Partie 1). Si ces tensions se renforçaient, une intervention accrue de la BCT sur le marché des changes ne serait pas à écarter, ce qui amplifierait les pressions sur les réserves de change.

La signature d'un accord avec le FMI (cf. Partie 4) redeviendra un sujet post élection. L'obtention d'un accord enverrait un signal positif et faciliterait l'afflux de financement extérieurs ; un élément non négligeable au vu des marges de manœuvre réduites et des besoins de financement externe conséquents (10 % du PIB en moyenne en 2025 et 2026, selon la Banque Mondiale).

4. ASPECTS POLITIQUES

- **2024, année d'élections présidentielles**

Des élections présidentielles se tiendront en principe à l'automne 2024. L'actuel Président K. Saïed sera probablement réélu, aucun autre candidat ne se démarquant dans un contexte où les membres de l'opposition (mais aussi des journalistes, des syndicalistes, etc.) font face à une répression accrue depuis le « coup d'Etat institutionnel » de 2021. Pour

¹² Comme cela fut le cas en février 2024 avec un remboursement de près 900 Mls USD, au prix d'une chute des réserves de change de -11 %.

rappel, en 2022 un référendum a validé le changement de Constitution, qui renforce les prérogatives de la fonction Présidentielle au détriment du Parlement.

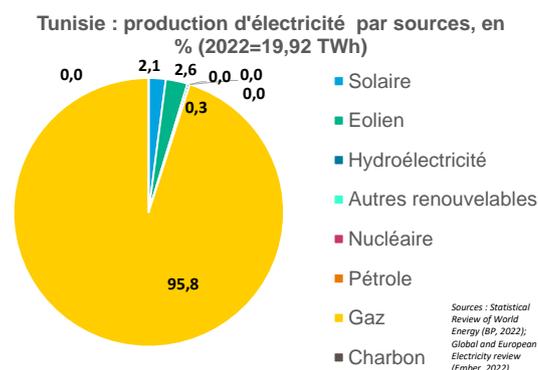
Le Président use d'une rhétorique de plus en plus populiste, désignant l'immigration comme source des difficultés actuelles en Tunisie et / ou en dénonçant le « diktat du FMI » pour justifier la fin des négociations avec le bailleur de fonds. Sa politique n'a pas toujours les résultats escomptés, comme avec la campagne anti-corruption qui n'a pas permis de récupérer les fonds espérés (4,3 Mds USD visés) en poursuivant des hommes d'affaire proches de l'ancien régime de Ben Ali pour détournement de fonds. La population semble davantage se préoccuper de la situation économique que de la scène politique, avec par exemple un taux de participation très faible aux élections législatives de 2022/2023 (11,2 %), élections qui ont été boycottées par l'opposition. Un redressement de la situation économique semble inévitable pour ne pas davantage alimenter les tensions politiques.

- **Fort soutien international**

La Tunisie bénéficie d'un soutien renforcé de la France, de l'Italie et des Etats-Unis, notamment sur les questions sécuritaires (retour du risque terroriste, avec un attentat à Djerba en mai 2023). La situation politique tunisienne demeure néanmoins un sujet de préoccupation pour l'Union Européenne, avec qui la Tunisie tisse des liens profonds. Par ailleurs, un rapprochement récent a été observé avec l'Arabie Saoudite et les E.A.U, ce qui se traduit par une assistance financière de ces pays.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Si le pays bénéficie d'une exposition relativement faible aux risques climatiques, les données du NDGain révèlent néanmoins une vulnérabilité concernant les thématiques liées à l'eau et aux infrastructures.



Signataire des accords de Paris, la Tunisie s'est engagée à réduire ses émissions de carbone de -45 % d'ici 2030 par rapport au niveau de 2010. Toutefois, cette cible ne pourra être atteinte qu'à la condition d'accéder à des financements (près de 19 Mds USD) soit des



montants conséquents pour le pays. Ce besoin de financement externe est un obstacle important, notamment pour développer les ENR. La part des ENR dans le mix de production électrique a certes plus que triplé depuis 2010 mais n'atteint que 5 % du total en

2022, malgré des prédispositions favorables : solaire et vent. Selon les données du FMI, le risque de transition est moyen en Tunisie, avec un score relativement faible en termes de résilience mais un score plus favorable en termes d'exposition.

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.